

Dossier suivi par : serviceachats@cnmss.fr

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

APPEL D'OFFRE OUVERT

Marché n° 24 045

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

NOM DE L'ORGANISME ACHETEUR

Organisme de sécurité sociale : Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
247, avenue Jacques Cartier
83090 Toulon Cedex 9

OBJET DU MARCHE

Elimination et recyclage des déchets de tous types, hors ordures ménagères, produits par la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale sur les sites de Toulon et de La Garde.

Date limite de réception des offres : 11 février 2025 à 12 heures

1.	Présentation du projet de marché.....	3
1.1.	Description du marché.....	3
1.1.1.	Objet de la consultation	3
1.1.2.	lieux d'EXECUTION	3
1.1.3.	Procédure ET forme du marche	3
1.1.4.	Structure de la consultation	3
1.1.5.	Durée du marché.....	3
1.1.6.	Négociation	4
1.1.7.	Montant du marché	4
1.2.	Considérations sociales.....	4
1.3.	Considérations environnementales	4
1.4.	Conditions économiques.....	4
1.5.	Comment prendre connaissance du projet.....	4
1.5.1.	Le dossier de consultation du marché comprend	4
1.5.2.	visite	4
1.5.3.	Renseignements complémentaires	5
2.	Conditions de participation et examen des offres et de la candidature	5
2.1.	Candidature	5
2.1.1.	Motifs d'exclusion	5
2.1.2.	Condition de participation.....	6
2.1.3.	Traduction	6
2.1.4.	Groupement	6
2.2.	Contenu et examen de la candidature.....	7
2.2.1.	Utilisation des formulaires DC1 et DC2	7
2.2.2.	Utilisation du document unique de marche européen (DUME).....	7
2.2.3.	Examen de la candidature	8
2.3.	Contenu et examen de l'offre	8
2.3.1.	Contenu des offres	8
2.3.2.	Examen de l'offre	9
2.3.3.	Critères d'attribution.....	9
3.	Documents complémentaires à fournir par le candidat attributaire.....	10
4.	Dématérialisation	11
4.1.	Mode de transmission	11
4.2.	Offres électroniques	12
4.3.	Utilisation d'un certificat de signature électronique	12
4.3.1.	Exigences relatives aux certificats de signature électronique.	12
4.3.2.	Exigences relatives à l'outil de signature.....	13
4.4.	Format des documents	14
4.5.	Copie de sauvegarde	14
5.	Annexes	15

1.1.DESCRPTION DU MARCHÉ

1.1.1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché a pour objet l'élimination et le recyclage des déchets de tous types, hors ordures ménagères, produits par la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale sur les sites de Toulon et de La Garde.

Le marché porte sur des prestations de services.

1.1.2. LIEUX D'EXECUTION

Les livraisons et enlèvements de bennes ou containers sont effectués sur les sites de la CNMSS :

- 247 avenue Jacques Cartier 83000 TOULON
- 279 avenue Joseph Lambot, Zone Industrielle Toulon Est 83 130 La Garde

1.1.3. PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

La procédure de la consultation est formalisée, passée, sous la forme d'un appel d'offres ouvert selon les articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

Le marché est exécuté par l'émission de bon de commande conformément aux articles R. 2162-13 et suivant du CCP.

Le marché est conclu avec un montant maximal de 200 000 € H.T soit 240 000 € TTC pour la durée totale du marché, toutes reconductions comprises.

1.1.4. STRUCTURE DE LA CONSULTATION

1.1.4.1. ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti. En effet, les prestations sont homogènes et concourent à un même objet.

1.1.4.2. VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.1.4.3. CLASSIFICATION CPV

Valeur principale : 90500000 Services liés aux déchets et aux ordures.

9000000-7 Services d'évacuation des eaux usées et d'élimination des déchets.

90511400-6 Services de collecte du papier.

90524000-6 Services de collecte de déchets médicaux.

1.1.5. DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu à sa date de notification.

La durée de l'accord cadre est d'un an à compter de sa date de notification.

Il est reconductible de manière tacite au plus trois fois, pour la même durée, sans pouvoir excéder une durée totale de quatre ans.

Toutefois, s'il est décidé de ne pas reconduire l'accord cadre, le titulaire en est informé par décision expresse avant la date d'échéance annuelle.

Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

1.1.6. NEGOCIATION

Sans objet.

1.1.7. MONTANT DU MARCHE

Le montant maximal du marché est fixé 200 000 € H.T soit 240 000 € TTC, pour la durée totale du marché, toutes reconductions comprises.

Le présent accord cadre cesse automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum est atteint, quelle que soit la durée du marché prévue initialement par l'acheteur.

1.2. CONSIDERATIONS SOCIALES

Sans objet.

1.3. CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Un critère environnemental est défini comme condition d'attribution du marché.

1.4. CONDITIONS ECONOMIQUES

Les prix sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Le paiement intervient, après service fait, dans un délai global maximal de 30 jours comptés à partir de la date de réception de la facture. Le financement est assuré sur le budget de la CNMSS.

1.5. COMMENT PRENDRE CONNAISSANCE DU PROJET

1.5.1. LE DOSSIER DE CONSULTATION DU MARCHE COMPREND

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe n°1 « Bordereau de prix unitaires (BPU) »,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le présent règlement de la consultation et ses annexes :
 - n° 1 « devis quantitatif estimatif »,
 - n° 2 « attestation de visite ».

1.5.2. VISITE

La visite des lieux est facultative.

Afin d'effectuer la visite, les candidats doivent s'adresser au moins 6 jours avant la date de visite à la personne suivante par mail :

Département Infrastructure et Moyens généraux

Un certificat est remis à chaque candidat après la visite du (des) site(s).

En cas de visites successives, un seul certificat est remis au candidat.

Il ne sera répondu à aucune question durant la visite sur site, les candidats doivent poser leurs questions éventuelles dans le respect des modalités décrites ci-dessous.

1.5.3. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats qui désirent obtenir des renseignements complémentaires sur le dossier de consultation, doivent exprimer leur demande via la plateforme des achats de l'Etat <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin que les renseignements complémentaires soient envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, il est demandé aux candidats d'envoyer leurs questions dans un délai raisonnable.

Ce délai est fixé à huit (8) jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

L'attention des candidats est attirée sur le caractère impératif de ces délais afin de permettre la transmission des renseignements à l'ensemble des concurrents dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats visé à l'article L.3 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Rappel : comme indiqué dans le Manuel Entreprises de la plate-forme des achats de l'Etat, « *en cas de téléchargement anonyme, l'Utilisateur Entreprise renonce explicitement à recevoir les informations (alertes) de modifications de consultation* ».

2. Conditions de participation et examen des offres et de la candidature

En référence aux articles R.2144-3 et R.2161-4 du code de la commande publique (CCP), l'acheteur décide d'examiner les offres avant les candidatures.

2.1.CANDIDATURE

2.1.1. MOTIFS D'EXCLUSION

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur (art. L.2141-1 à L.241-11), les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation ne soit pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

2.1.2. *CONDITION DE PARTICIPATION*

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

2.1.3. *TRADUCTION*

Les documents, constituant ou accompagnant l'offre, rédigés dans une autre langue que le français, doivent être accompagnés d'une traduction en français.

2.1.4. *GROUPEMENT*

Les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer aux procédures de passation de marchés publics aux conditions énoncées aux articles R.2142-19 et suivants du code de la commande publique.

Un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement, pour un même marché.

De plus, conformément à l'article R.2142-21 du CCP, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres, en agissant à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

L'appréciation des éléments de capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Les entreprises appartenant à un même groupe, mais renonçant à leur autonomie commerciale et technique peuvent se concerter pour établir leurs propositions, à condition de faire connaître au représentant de la CNMSS, lors du dépôt de leurs offres, la nature des liens qui les unissent et le caractère concerté de leurs offres.

Les entreprises appartenant à un même groupe, mais ayant fait le choix de conserver leur autonomie commerciale et technique, sont considérées comme des entreprises distinctes et doivent présenter leurs offres dans le respect des règles de la concurrence

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

2.2. CONTENU ET EXAMEN DE LA CANDIDATURE

Les entreprises de création récente communiqueront les éléments globaux de capacités financières, techniques et professionnelles depuis leur création soit par formulaire DC1 et DC2, soit par formulaire DUME.

2.2.1. UTILISATION DES FORMULAIRES DC1 ET DC2

Ils peuvent être téléchargés à partir des liens suivants :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- **Lettre de candidature** ou **DC1**, comprenant l'identification du candidat, l'objet du marché, la nature du groupement, l'identification des membres du groupement et la déclaration sur l'honneur.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour présenter les autres membres du groupement.

Les membres du groupement devront remettre les documents, attestations et renseignements mentionnés au présent paragraphe.

- **Déclaration du candidat** ou **DC2**, dûment renseignée de manière précise et exhaustive.

2.2.2. UTILISATION DU DOCUMENT UNIQUE DE MARCHÉ EUROPEEN (DUME)

En application de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés au § 2.2.1 ci-dessus (article R. 2143-3).

En ce qui concerne les conditions de participation, le candidat n'est pas autorisé à se limiter à indiquer dans le Document Unique de Marché Européen qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises. En conséquence, il est demandé aux candidats de remettre les renseignements et documents mentionnés ci-dessous au § 2.2.3.

En cas de groupement momentané d'entreprises, chaque entreprise membre du groupement remettra un Document Unique de Marché Européen.

En cas de sous-traitance, chaque sous-traitant aux capacités desquelles le candidat a recours remettra un Document Unique de Marché Européen.

En référence à l'article R. 2151-12 du CCP, le Document Unique de Marché Européen remis par le candidat devra être rédigé en langue française.

2.2.3. EXAMEN DE LA CANDIDATURE

Les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion ne sont demandés par l'acheteur qu'au soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Les candidatures sont jugées au travers des renseignements fournis, détaillés ci-après :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat ou du chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles,
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat des trois dernières années,
- Déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché,
- Liste des principales références datées, chiffrées et vérifiables, sur les trois dernières années ou preuve par tous moyens des capacités dans le domaine objet du marché.

Les documents énoncés ci-dessus (sauf le DC1 relevant uniquement du mandataire) sont à produire par toutes les entreprises en cas de groupement d'entreprises.

2.3. CONTENU ET EXAMEN DE L'OFFRE

2.3.1. CONTENU DES OFFRES

L'offre est impérativement composée des documents suivants :

- L'acte d'engagement (AE), et son annexe n° 1 « Bordereau de prix unitaires (BPU) » dûment complété,
- Le devis quantitatif estimatif (DQE) complété : annexe n° 1 du présent document ;
- Le mémoire technique, document contractuel, spécifiquement rédigés en réponse à la présente consultation, notamment au regard des critères de sélection des offres, détaillés ci-après,
- S'il y a lieu, l'attestation de visite,
- Un relevé d'identité bancaire (RIB).

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les **échanges** se feront par **voie électronique via la plateforme des achats de l'état** <https://www.marches-publics.gouv.fr> (demandes de précisions éventuelles, offres non retenues, notification...), aussi est-il demandé d'**indiquer, article B2 de l'acte d'engagement** le ou les **adresses électroniques** des personnes ou services à contacter pour tout échange concernant le marché objet de la présente consultation.

*Concernant l'acte d'engagement, seul le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra signer de façon électronique l'acte d'engagement qui lui sera remis par la CNMSS.

2.3.2. EXAMEN DE L'OFFRE

Lors de l'examen des offres, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre et/ou de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix ayant servi à l'élaboration des prix qu'il estimera nécessaires.

En accord avec le candidat retenu, l'acheteur peut procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre.

2.3.3. CRITERES D'ATTRIBUTION

Après examen de la conformité de l'offre du candidat au regard des caractéristiques et exigences du cahier des charges, l'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications de prix portées sur le bordereau de prix unitaire (BPU) prévalent sur celles du devis estimatif, qui n'est pas contractuel. Les prix fixés dans le BPU servent de base à la rectification du devis estimatif. Les erreurs de multiplication, d'addition de report sont également rectifiées pour le jugement des offres.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

En cas d'égalité de points, l'offre présentant la meilleure note sur le critère prix sera classée première.

Les formules de notation et de pondération ne seront appliquées que si le nombre de candidat est supérieur ou égal à deux (2).

Les critères retenus pour classer les offres sont les suivants :

Critères de jugement	Nombre de points
Prix	60 points
Délais	30 points
Environnement	10 points
Total	100 points

2.3.3.1. CRITERE PRIX

Le critère prix est jugé de la manière suivante :

- ✓ 60 points pour le montant du devis quantitatif estimatif annuel (DQE) en € TTC.

Le critère prix est noté en fonction du ratio entre l'offre la moins onéreuse et celle des autres candidats. Le produit de ce ratio avec le coefficient de pondération donne la note du critère prix : Soit 60 x offre du moins disant / offre du candidat analysée.

2.3.3.2. CRITERES DELAI ET ENVIRONNEMENT

Le critère technique est apprécié **au regard du mémoire technique** qui devra contenir les items suivants :

DELAIS	
- Délai de mise à disposition d'une benne entre la date de transmission au titulaire du bon de commande et la livraison effective de la benne.	15
- Délai de vidange des bennes, entre la date de transmission au titulaire du bon de commande et la vidange réelle des déchets.	15

Chaque critère délai est noté en fonction du ratio entre le délai le plus court et celui des autres candidats.

Le produit de ce ratio avec le coefficient de pondération donne la note du critère délai : Soit 15 x délai le plus court / délai du candidat analysé.

CRITERES ENVIRONNEMENTAL	
Actions développées en faveur de l'environnement concernant l'objet du marché : - Nombre de collaborateurs formés à l'écoconduite (5 points), - Nombre de véhicules avec vignettes CRIT'AIR 1 ou 2 (5 points).	10

Note finale : Les notes de chacun des critères énoncés ci-dessus (Prix, environnement, délais) sont ensuite additionnées pour obtenir une note globale sur 100 points.

2.3.3.3. ATTRIBUTION

L'accord-cadre est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de consultation. En cas d'égalité entre plusieurs candidats, le prix prévaut.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

3. Documents complémentaires à fournir par le candidat attributaire

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que **sous réserve que celui-ci produise** sous 8 jours ouvrés francs à partir de la demande du service achat :

- Certificats de conformité aux obligations fiscales au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée (attestation de régularité fiscale) ;
- Certificat de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance ;
- L'attestation d'assurance en responsabilité civile en cours de validité ;
- Si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail : Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1. Sa date d'embauche ; 2 Sa nationalité ; 3 Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail
- En cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés.

Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

- Pour tout employeur occupant au moins vingt salariés, le certificat concernant le respect des dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés ;

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

A défaut de présentation de ces documents dans le délai imparti, la candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé, conformément aux dispositions de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique.

Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

4. Dématérialisation

4.1. MODE DE TRANSMISSION

Les dates et heure limites de réception des offres sont celle figurant en première page.

Toute offre parvenant au-delà de cette limite n'est pas prise en compte. Conformément à l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, les communications et les échanges d'informations lors de la passation du marché ont lieu par voie électronique via la plateforme de dématérialisation.

La plateforme de dématérialisation utilisée par la CNMSS est sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La transmission électronique demande une configuration minimale de l'ordinateur utilisé par le candidat. Les prérequis techniques nécessaires à l'envoi électronique sont disponibles sur le site www.marches-publics.gouv.fr/

Le candidat qui utilise la voie électronique avec la CNMSS s'engage à respecter les conditions générales d'utilisation des services de la plate-forme des achats de l'Etat (marches-publics.gouv.fr) qui expose les modalités de remise des plis et qui attire notamment l'attention des candidats sur l'irrecevabilité des candidatures ou des offres contenant un virus.

Les documents dématérialisés relatifs à la candidature et à l'offre sont placés dans une enveloppe électronique de type répertoire. L'outil de compression de fichier .zip est intégré à la plate-forme marches-publics.gouv.fr.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2019, il est rappelé que lorsque le candidat signe électroniquement son offre, les formats de signature de référence acceptés sont PAdes, Cades, XAdes.

4.2.OFFRES ELECTRONIQUES

Les offres sont **obligatoirement** transmises sous format électronique sur la plateforme de dématérialisation utilisée par la CNMSS sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le dépôt s'effectue uniquement en utilisant la fonctionnalité de dépôt de plis de la plate-forme. Pour ce faire :

- Le candidat accède à la consultation avec le bouton « Accéder à cette consultation » depuis la colonne « Actions » du tableau de bord.
- Puis, le candidat doit sélectionner l'onglet « Dépôt ».

La fonctionnalité de « Messagerie sécurisée » de PLACE ne doit pas être utilisée par le candidat pour déposer son pli. Celle-ci est réservée aux échanges et autres questions avec l'acheteur avant la date limite de remise des offres.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

La date et l'heure limites de réception des offres sont celles figurant en première page. Toute offre parvenant au-delà de cette limite n'est pas prise en compte.

Les offres électroniques peuvent mais n'ont pas à être signées obligatoirement lors de leur dépôt sur la plateforme. En effet, seul le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché **signera électroniquement l'acte d'engagement remis par la CNMSS.**

4.3.UTILISATION D'UN CERTIFICAT DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

L'acte d'engagement est signé au moyen **d'un certificat de signature électronique par une personne habilitée à engager la société** conformément à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Ainsi, vous devez avoir fait au préalable l'acquisition d'un certificat de signature électronique.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

- Au certificat de signature électronique ;
- À l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

4.3.1. EXIGENCES RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE ELECTRONIQUE.

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- La signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)

- La signature électronique qualifiée (niveau 4)

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles sur le site de :

- L'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- La commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-signature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

4.3.2. EXIGENCES RELATIVES A L'OUTIL DE SIGNATURE

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé.

L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II.

Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- Dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- Dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

4.4.FORMAT DES DOCUMENTS

Les documents reçus par la CNMSS doivent pouvoir être lus : les formats de documents acceptés, à l'exclusion de tout autre, sont les suivants : rtf, pdf, txt, bmp, jpg, doc, xls, ppt, dwg. Les documents doivent également pouvoir être imprimés aux formats A4 ou A3.

4.5.COPIE DE SAUVEGARDE

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante : DSG/Service achat / 247, avenue Jacques Cartier / 83090 TOULON-CEDEX 9.

Copie de sauvegarde électronique

Le dépôt d'une copie de sauvegarde électronique est autorisé dans la présente consultation.

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Le dépôt de la copie de sauvegarde électronique doit s'effectuer dans le respect des exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du Code de la commande publique).

A cet égard, le candidat peut recourir :

- soit à une solution intégrée satisfaisant l'ensemble des exigences précitées,
- soit à plusieurs solutions dont la combinaison permet de satisfaire l'ensemble de ces exigences.

Il peut ainsi recourir à une solution lui permettant de s'identifier, d'indiquer le destinataire de son dépôt, d'horodater son pli puis de le mettre en ligne sur une plateforme de stockage sécurisée.

Avant l'échéance de la date de limite de remise des candidatures ou offres, l'acheteur devra être destinataire des données nécessaires pour pouvoir, au besoin, accéder de façon sécurisée à la copie de sauvegarde électronique.

Dès lors que le pli comporte des données à caractère personnel, la plateforme de stockage utilisée par l'opérateur économique respecte les exigences du Règlement Général pour la Protection des Données

(ou bénéficier d'un régime de protection équivalent à celui du RGPD si l'hébergement est effectué dans un pays tiers à l'Union Européenne).

En tout état de cause, la solution retenue par l'opérateur garantit la suppression des données dans un délai n'excédant pas celui de la durée de validité des offres de la présente consultation.

Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

5. Annexes

- Annexe n°1 : Devis quantitatif estimatif (DQE),
- Annexe n°2 : Attestation de visite.